



## Version imprimée



Imprimer



Fermer

PM 053

1997-07-17

SIGNALEMENT DES INFRACTIONS À LA SÉCURITÉ ET DES MANQUEMENTS À LA SÉCURITÉ  
RÉELS OU SOUPÇONNÉS

## Table des matières

1. [Contexte](#)
2. [Politique](#)
3. [Portée](#)
4. [Définitions](#)
5. [Rôles et responsabilités](#)
6. [Lignes directrices](#)
7. [Références](#)
8. [Demandes de renseignements](#)

## 1. CONTEXTE

La Politique du gouvernement du Canada sur la sécurité (PGS) exige que l'on fasse rapport de toute infraction à la sécurité ou manquement à la sécurité. Les Normes de sécurité - Organisation et administration (chapitre 2-1 du volume « Sécurité » du Manuel du Conseil du Trésor) demandent que l'on établisse des procédures pour faire rapport au sujet des infractions à la sécurité et des manquements à la sécurité soupçonnés, possibles ou probables. La présente politique ministérielle contient la politique et les exigences de base en matière de production de rapports sur les infractions à la sécurité et les manquements à la sécurité réels ou soupçonnés à Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC).



## 2. POLITIQUE

TPSGC devra veiller à ce que toutes les infractions à la sécurité et les manquements à la sécurité réels ou soupçonnés soient signalés, conformément à la PGS.



## 3. PORTÉE

Cette politique ministérielle s'applique à tous les employés de TPSGC, y compris à ceux des organismes de service spéciaux, ainsi qu'aux employés qui sont autorisés à accéder à des renseignements ou à des biens de nature délicate dans le cadre de programmes ou de contrats gouvernementaux ou d'autres ententes administrées par le Ministère.



## 4. DÉFINITIONS

L'atteinte à l'intégrité (compromise) désigne une situation résultant de toute divulgation, destruction, suppression,

modification ou interruption non autorisées.

Bien de nature délicate (sensitive asset) désigne tout bien classifié ou désigné.

Biens classifiés (classified assets) désignent tout bien matériel, autre qu'un renseignement, ayant une importance pour l'intérêt national et dont la protection est justifiée.

Biens désignés (designated assets) désignent tout bien matériel, autre que des renseignements, que le Ministère a reconnu important pour ses opérations en raison de son usage ou de sa valeur et qui mérite donc d'être protégé; par exemple, l'argent et tout effet négociable, et les technologies de l'information dont la protection est nécessaire pour garantir la confidentialité, l'intégrité et la disponibilité des renseignements qu'ils contiennent.

Un incident critique (critical incident) désigne un événement imprévu ayant pour effet de blesser des gens ou d'endommager des pièces d'équipement ou du matériel, de nuire à l'environnement ou de causer l'interruption temporaire de services essentiels, et à la suite duquel des mesures immédiates doivent être prises.

Une infraction à la sécurité (breach of security) désigne toute atteinte à l'intégrité de renseignements et de biens de nature délicate. L'infraction s'entend notamment, mais non exclusivement, d'une atteinte à l'intégrité dans des circonstances qui ont l'apparence d'une infraction.

Manquement à la sécurité (violation of security) est tout acte ou omission qui contrevient à une disposition de la Politique du gouvernement sur la sécurité, notamment négliger de classifier ou de désigner des renseignements conformément à la politique; classifier ou désigner des renseignements à l'encontre de la politique ou maintenir une telle classification ou désignation; modifier, garder, détruire ou supprimer sans autorisation des renseignements de nature délicate; et interrompre sans autorisation l'acheminement de renseignements de nature délicate.

Renseignement classifié (Classified Information) désigne tout renseignement lié à l'intérêt national qui pourrait faire l'objet d'une exception en vertu de la [Loi sur l'accès à l'information](#) ou de la [Loi sur la protection des renseignements personnels](#) et dont on peut croire que toute atteinte à son intégrité pourrait porter préjudice à l'intérêt national.

Renseignement de nature délicate (sensitive information) désigne tout renseignement classifié ou désigné.

Renseignements désignés (designated information) désignent tout renseignement non lié à l'intérêt national qui pourrait faire l'objet d'une exception ou d'une exemption en vertu de la [Loi sur l'accès à l'information](#) ou de la [Loi sur la protection des renseignements personnels](#).



## 5. RÔLES ET RESPONSABILITÉS

1. Les responsabilités du sous-ministre sont décrites dans la [PM 051 - Programme de la sécurité du Ministère](#).
2. les directeurs généraux, présidents-directeurs généraux d'organismes de service spéciaux et directeurs généraux régionaux doivent veiller au respect de cette politique ministérielle.
3. L'agent ministériel responsable de la sécurité doit veiller à ce que toutes les exigences en matière de notification et de rapport requises par la Politique du gouvernement du Canada sur la sécurité soient respectées. Il peut émettre des instructions à cette fin.
4. Les gestionnaires régionaux responsables de la sûreté et de la sécurité doivent coordonner la production de rapports et la consignation de données sur des infractions à la sécurité et des manquements à la sécurité réels ou soupçonnés dans leur région.
5. Le Directeur, Services de soutien opérationnel, est responsable de coordonner la production de rapports sur des infractions à la sécurité et des manquements à la sécurité réels ou soupçonnés dans le secteur de la Capitale nationale.
6. Les superviseurs doivent :
  1. veiller à ce que toutes les personnes assujetties à cette politique ministérielle la comprennent et la respectent;
  2. veiller à ce que toutes les infractions à la sécurité et les manquements à la sécurité réels ou soupçonnés soient signalés au gestionnaire régional responsable de la sûreté et de la sécurité ou au Directeur, Services de soutien opérationnel, selon le cas.

7. Toutes les personnes assujetties à cette politique ministérielle doivent :

1. signaler toute infraction à la sécurité ou manquement à la sécurité réel et soupçonné à leur superviseur ainsi qu'au gestionnaire régional responsable de la sûreté et de la sécurité ou au Directeur, Services de soutien opérationnel, selon le cas.
2. signaler toute infraction à la sécurité ou manquement à la sécurité réel et soupçonné au gestionnaire responsable de la sûreté et de la sécurité ou au Directeur, Services de soutien opérationnel, si l'un de leurs superviseurs est impliqué.



## 6. LIGNES DIRECTRICES

1. Lorsque des infractions à la sécurité ou des manquements à la sécurité réels ou soupçonnés constituent également des incidents critiques, la [\*PM 009 - Politique d'intervention en cas d'événement critique\*](#) s'applique.
2. Des procédures internes peuvent être établies. Cependant, on doit respecter les exigences de base de cette politique ministérielle.
3. Les personnes qui ne sont pas certaines de bien comprendre leur obligation de rendre compte en vertu de cette politique ministérielle peuvent communiquer avec l'agent de sécurité du Ministère, leur gestionnaire régional responsable de la sûreté et de la sécurité ou le Directeur, Services de soutien opérationnel, pour obtenir des clarifications.



## 7. RÉFÉRENCES

Lois et règlements :

- [\*PM 051 - Programme de sécurité du Ministère.\*](#)
- [\*Loi sur la protection des renseignements personnels.\*](#)

Publication du Conseil du Trésor :

- [\*Politique du gouvernement sur la sécurité.\*](#)

Publications de TPSGC :

- [\*PM 009 - Politique d'intervention en cas d'événement critique.\*](#)
- [\*PM 051 - Programme de sécurité du Ministère.\*](#)



## 8. DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS

Ministère :

Directeur

Politique et planification en matière de sécurité

Service opérationnel au gouvernement

Téléphone. : (819) 956-4678

Secteur de la Capitale nationale :

Directeur

Services de soutien opérationnel

Direction générale des services immobiliers

Téléphone : (819) 775-4099

Régions :

Gestionnaire régional responsable de la sûreté et de la sécurité

Le sous-ministre et  
sous-receveur général du Canada,

**R.A. Quail**  
**a signé l'original**

R. A. Quail

